



Arrêt

n° 225 002 du 19 août 2019
dans l'affaire X / X

En cause : X

ayant élu domicile : au cabinet de Maître C. MOMMER
Rue de l'Aurore 10
1000 BRUXELLES

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA Xe CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 14 mars 2019 par X, qui déclare être de nationalité guinéenne, contre la décision prise par délégation pour le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides le 14 février 2019.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 29 avril 2019 convoquant les parties à l'audience du 24 mai 2019.

Entendu, en son rapport, G. de GUCHTENEERE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me C. MOMMER, avocat, et M. K. GUENDIL, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de « *refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire* », prise par délégation pour le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

« A. Faits invoqués

Selon vos déclarations, vous êtes de nationalité guinéenne, originaire de Kankan, d'origine ethnique malinké et de confession musulmane. Vous déclarez être étudiant et ne pas être membre de parti politique. À l'appui de votre demande de protection internationale, vous évoquez les faits suivants.

En juillet 2013, alors que votre famille et vous résidiez à [N.], des violences ethno-religieuses ont éclaté dans cette région entre Guerzés et Malinkés, faisant plusieurs centaines de morts et de blessés.

Votre famille et vous-même vous êtes réfugiés dans une mosquée mais votre papa, parti plus tôt le matin du 15 juillet, a été tué au cours de ces troubles. Votre famille et vous êtes ensuite retournés vivre quelque temps chez un voisin.

En septembre 2013, vous avez déménagé à Conakry chez une amie de votre mère, Mariam Sayon Camara. Votre frère est parti en Côte d'Ivoire en 2013. Votre maman est quant à elle restée vivre sur place puis, après un remariage malheureux, celle-ci est partie en 2014 rejoindre votre frère en Côte d'Ivoire. Votre soeur a également rejoint ce pays en 2014.

A Conakry, vous avez intégré l'université Général Lansana Conté où vous avez obtenu début 2015 une licence en Sciences Politiques. Le 12 octobre 2015, alors que vous circuliez avec un ami en taxi, le véhicule a été pris pour cible par des manifestants qui l'ont caillassé. Suite à cet épisode, vous avez décidé de quitter le pays.

Vous avez le 20 octobre 2015 quitté la Guinée et avez durant une semaine traversé le Mali pour arriver en Algérie. Vous y avez vécu jusqu'en mars 2016, travaillant sur des chantiers et vous cachant de la police. Vous avez toutefois été arrêté par la police puis reconduit à la frontière. Vous avez alors décidé de gagner la Libye où résidait l'un de vos amis. Arrivé dans le pays, vous avez été fait prisonnier par des Libyens. Vous êtes resté leur captif durant deux mois au cours desquels une rançon a été demandée à votre famille. Vous avez au cours de cette période été torturé par vos ravisseurs. Ceux-ci ont finalement compris que votre famille ne pouvait pas payer et vous ont remis à un Libyen ayant payé votre rançon. Vous avez été travailler chez cet homme durant quatre mois, vous occupant de ses chameaux, après quoi celui-ci vous a aidé à quitter le pays. Le 3 octobre 2016, il vous a conduit à la côte d'où vous avez emprunté un bateau pour l'Italie. Arrivé en Sardaigne, vous avez introduit une demande de protection internationale. Avant que celle-ci aboutisse, vous avez décidé de rejoindre la France en septembre 2016. En novembre 2017, vous avez enfin rejoint la Belgique. Vous y avez introduit une demande de protection internationale le 21 novembre 2017.

A l'appui de votre demande, votre conseil remet une attestation de suivi psychothérapeutique rédigée le 29 novembre 2018. Dans votre dossier administratif figure également un courrier rédigé le 31 octobre 2018 par le service d'aide aux étudiants de l'UCLouvain.

B. Motivation

Relevons tout d'abord que le Commissariat général estime, au vu de l'ensemble des éléments de votre dossier administratif, que certains besoins procéduraux spéciaux peuvent être retenus en ce qui vous concerne. Il ressort en effet de vos déclarations et du document que vous déposez que vous souffririez d'un syndrome de stress post-traumatique suite à votre parcours migratoire via la Lybie. Afin d'y répondre adéquatement, des mesures de soutien ont été prises en ce qui vous concerne dans le cadre du traitement de votre demande au Commissariat général, sous la forme de pause et de questions adaptées. Compte tenu de ce qui précède, il peut être raisonnablement considéré, dans les circonstances présentes, que vos droits sont respectés dans le cadre de votre procédure d'asile et que vous pouvez remplir les obligations qui vous incombent.

L'examen attentif de votre demande a mis en exergue un certain nombre d'éléments empêchant de considérer que les conditions de protection internationale prévues par la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés sont rencontrées, qu'il existerait dans votre chef une crainte actuelle et fondée de persécution ou un risque réel de subir les atteintes graves visées dans la définition de la protection subsidiaire de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : la loi du 15 décembre 1980).

A la base de votre demande de protection internationale, vous déclarez craindre de subir le même sort que votre père, celui-ci ayant été tué au cours de troubles ethniques survenus entre Guerzés et Malinkés à [N.] en 2013 (Voir entretien personnel [abrégé ci-dessous par E.P.] du 27/11/2018, p.12). Votre conseil évoque aussi une crainte subjective empêchant votre retour en Guinée en raison du traumatisme vécu à [N.] (Voir E.P. du 27/11/2018, p.18). Force est cependant de constater que vos déclarations ne permettent pas de considérer que les craintes de persécution dont vous faites état soient fondées.

Le Commissaire général souligne en effet que vous ne parvenez aucunement à étayer que vous seriez victime de violences ethniques de la part de la communauté Guerzé en cas de retour au

pays. Vous avancez craindre de subir le même sort que votre père. Il y a néanmoins lieu d'observer que votre père n'a pas été visé individuellement, celui-ci étant décédé lors d'affrontements ethniques faisant plusieurs centaines de morts et de blessés, et ce en juillet 2013 dans la région de Nzérékoré. Or, il s'agit là de circonstances particulières et passées dont rien n'indique qu'elles se reproduiront à l'avenir et, qui plus est, qu'elles vous impliqueront.

Le Commissariat général n'a en effet à la lumière des informations qu'il a récoltées pas connaissance de l'existence actuelle de persécutions ethniques systématiques en Guinée, concernant notamment les Malinkés de confession musulmane. Selon les informations à sa disposition (Voir *farde « Informations sur le pays »*, pièce 1), le pays est ainsi majoritairement composé de trois ethnies importantes : les Peuls, les Malinkés et les Soussous. D'un point de vue de la population, la mixité ethnique a été et est toujours une réalité en Guinée. En effet, les sources consultées font état d'une cohabitation pacifique entre les différentes communautés. Les mariages mixtes sont fréquents. D'un point de vue de la composition ethnique des forces de l'ordre, toutes les ethnies y sont représentées même si on constate un certain favoritisme ethnique des Malinkés (ethnie du Président actuel). D'un point de vue politique, lors des élections présidentielles de 2010, les deux principaux prétendants, Cellou Dalein Diallo de l'UFDG, parti majoritairement peul et Alpha Condé du RPG, parti majoritairement malinké, ont instrumentalisé l'aspect ethnique à des fins politiques et cela s'est confirmé lors des élections législatives de septembre 2013 et lors des élections présidentielles d'octobre 2015. En effet lors de ces dernières et durant la campagne qui a précédé, des violences ont éclaté entre les partisans des deux camps, pouvoir et opposition. Ces violences ont été réprimées plus violemment vis-à-vis des militants de l'UFDG, parti majoritairement peul, que vis-à-vis des militants du RPG, parti majoritairement malinké. Ainsi, il ressort des informations objectives que c'est le fait de s'opposer politiquement, de participer à des activités à connotation politique, que l'on soit Peul ou non, qui est d'abord à prendre en considération dans l'analyse de la crainte de persécution alléguée. Partant, votre seule appartenance à l'ethnie malinké ainsi que votre confession musulmane, en l'absence de profil d'opposant politique, ne permet pas à établir l'existence d'une crainte fondée de persécution.

Invité dans ces conditions à plusieurs reprises à développer les éléments sur lesquels vous vous basiez pour affirmer que vous seriez personnellement victime de violences ethnico-religieuses en Guinée, vous n'apportez aucun élément pertinent permettant d'étayer que tel serait réellement le cas. Ce faisant, vous vous limitez en effet à déclarer que de tels troubles arrivent « fréquemment », qu'ils ne surviennent pas partout en Guinée, que la paix parfaite entre chrétiens et musulmans n'existe pas, et vous évoquez de manière générale l'exemple d'un motard tabassé ou celui de [D.C.] (sans nullement par ailleurs étayer que les problèmes rencontrés par ce dernier soient de nature ethnique ou religieuse) (Voir E.P. du 27/11/2018, pp.14-15). Partant, dès lors que des milliers de Malinkés et/ou de Musulmans ne connaissent aucune violence en raison de leur origine ethnique ou religieuse, vous ne fournissez aucun élément permettant de fonder valablement le fait que vous pourriez vous-même être personnellement ciblé par des persécutions ethnico-religieuses en cas de retour en Guinée.

Ainsi, le Commissariat général considère que l'article 48/7 de la loi de 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, lequel stipule que « le fait qu'un demandeur d'asile a déjà été persécuté dans le passé ou a déjà subi des atteintes graves ou a déjà fait l'objet de menaces directes d'une telle persécution ou de telles atteintes est un indice sérieux de la crainte fondée du demandeur d'être persécuté ou du risque réel de subir des atteintes graves, sauf s'il existe de bonnes raisons de croire que cette persécution ou ces atteintes graves ne se reproduiront pas », ne trouve pas à s'appliquer dans la présente décision. Au vu de nos informations objectives sur la situation ethnico-religieuse en Guinée et de vos déclarations, il n'y a en effet pas lieu de croire que les faits s'étant déroulés par le passé à Nzérékoré et dont vous faites mention se reproduiront et, à plus forte raison, que vous y seriez impliqué.

Il convient en outre de relever votre méconnaissance de la situation interethnique au pays. De fait, alors que vous évoquez l'existence « fréquente » de troubles interethniques (Voir E.P. du 27/11/2018, p.15), il apparaît que vous ignorez si des violences de ce type sont ou non à nouveau survenues à [N.] depuis 2013. De manière plus générale, vous ne pouvez également fournir aucune information précise sur l'existence de tels troubles dans le pays depuis votre départ et jusqu'à aujourd'hui, vous bornant à citer les régions de Beida et de Zogota sans pouvoir apporter davantage d'indications quant à la chronologie ou les circonstances des événements évoqués (Voir E.P. du 27/11/2018, pp.14, 17). Au regard de ce constat, le Commissaire général estime que votre ignorance de la situation interethnique actuelle – et de sa situation depuis 2013 – ne reflète aucunement le comportement d'une personne craignant réellement d'y être persécutée en cas de retour en raison de troubles ethniques.

Votre conseil fait état d'une crainte impérieuse vous empêchant de retourner au pays. Il ressort toutefois de vos déclarations que vous avez durant deux années après le décès de votre père vécu à Conakry en y suivant des études universitaires. Convié dans ces conditions à expliquer ce qui vous empêcherait de poursuivre votre vie dans la capitale telle que vous l'avez déjà fait par le passé, vous évoquez des conditions de vie économiques difficiles (Voir E.P. du 27/11/2018, p. 15). Ces difficultés ne peuvent toutefois être reliées à l'un des critères fixés par la Convention de Genève relative au statut des réfugiés, à savoir la race, la nationalité, les convictions politiques ou religieuses, ou l'appartenance à un groupe social. Elles ne rencontrent pas davantage les critères fixés pour l'octroi du statut de protection subsidiaire. Vous évoquez également le « lynchage » dont vous auriez été l'objet dans un taxi à Conakry en tant qu'incitateur de votre départ du pays – lynchage que vous reliez plus généralement à la situation politique « instable » du pays (Voir E.P. du 27/11/2018, pp.14-15). Il apparaît tout d'abord que vous n'aviez avant votre entretien personnel jamais fait état de cet incident comme étant à l'origine de votre départ de la capitale, puisque vous aviez précédemment déclaré à l'Office des étrangers avoir quitté Conakry car vous ne pouviez plus habiter chez l'amie de votre mère, un trop grand nombre de personne y résidant déjà (Voir document « Questionnaire », pt 5). Relevons également que vous aviez déclaré devant cette instance n'avoir jamais rencontré au pays de problèmes avec vos concitoyens, ni même d'ailleurs de problèmes plus généraux autres que les problèmes ethnico-religieux dont vous faites état (Voir document « Questionnaire », pt 7). Partant, vos propos contradictoires quant à l'élément vous ayant poussé à quitter la capitale, l'omission de ce lynchage et son apparition tardive dans votre procédure d'asile rendent aux yeux du Commissaire général cet épisode pas crédible. Par ailleurs, observons que l'amie de votre mère résidant à Conakry — elle aussi malinké et musulmane — n'y a jamais connu de problème et que vous-même ne pouvez exemplifier la « situation grave » que vous dites craindre dans la capitale autrement que par ce lynchage, remis en cause dans la présente décision, ou, plus généralement, que par la présence de l'opposition en rue (Voir E.P. du 27/11/2018, p.17).

Relatant la présence de l'opposition dans les rues de Conakry, vous faites encore état de « souvenirs troublants » que vous n'avez pas envie de revivre (Voir E.P. du 27/11/2018, p.17). Votre conseil avance qu'être présent à Conakry génère en vous une crainte subjective « permanente d'être dans les troubles basée sur les événements que vous avez vécus, un traumatisme » (Voir E.P. du 27/11/2018, p.18). Il y a toutefois lieu de rappeler que vous avez résidé deux ans dans cette ville que vous n'avez pas souhaité quitter avant d'y être diplômé (Voir E.P. du 27/11/2018, p.6) et de pointer qu'amené à développer quelle avait été votre vie au cours de cette période – en nous éclairant notamment sur votre quotidien, sur vos activités, vos occupations ou votre ressenti – vos seules indications quant à d'éventuels craintes, troubles ou problèmes psychiques ayant gêné ou perturbé votre vie et votre scolarité se sont limitées à « j'avais beaucoup de stress » ou « peu d'amis ». Le Commissariat général n'aperçoit pas, ni au regard de la situation que vous présentez – à savoir résider deux ans dans une ville dans laquelle il vous serait psychologiquement impossible de vivre afin d'y être diplômé –, ni à l'analyse de vos déclarations et des documents que vous déposez, des éléments qui permettraient de considérer que l'étendue des conséquences psychologiques ou la gravité du traumatisme vécu soit telle, qu'il existerait dans votre chef une crainte persistante et faisant obstacle à toute perspective raisonnable de retour dans votre pays. De fait, le document psychologique remis par votre conseil le 30 novembre 2018 ne fait aucunement état de désordres psychologiques liés à votre séjour à Conakry, ne faisant allusion qu'à un état de stress post-traumatique résultant de votre parcours migratoire (Voir farde « Documents », pièce 1).

Vous avez en effet lors de votre entretien personnel fait état de mauvais traitements subis lors de votre parcours migratoire en Lybie. Le Commissariat général a connaissance des conditions de vie de migrants transitant par la Lybie. Vous déposez pour l'étayer une attestation de suivi psychologique faisant état d'un syndrome de stress post-traumatique résultant de ce parcours migratoire (sans davantage de précision sur les événements vécus) et d'un traitement vous étant actuellement prodigué (Voir farde « Documents », pièce 1). Le Commissariat général ne remet pas en cause votre parcours difficile pour arriver en Europe. Cependant, le Commissariat général doit se prononcer uniquement sur les craintes par rapport au pays ou aux pays dont le demandeur a la nationalité ou, s'il est apatride, le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle. Par conséquent, dans votre cas, le Commissariat général doit évaluer s'il existe pour vous une crainte de persécution ou un risque réel de subir des atteintes graves, par rapport à la Guinée. A cet effet, interrogé en entretien personnel sur l'existence d'une crainte ou d'un risque en cas de retour en Guinée, liés en particulier aux violences subies au cours de votre parcours migratoire, vous n'invoquez aucune crainte (Voir E.P. du 27/11/2018, p.9). Par conséquent, le Commissariat général constate l'absence de tout lien entre les problèmes prétendument

rencontrés en Libye et les craintes invoquées en cas de retour dans le pays dont vous avez la nationalité, à savoir la Guinée.

Le courrier de l'UCLouvain que vous déposez notifie votre intégration à l'université, votre positivisme, certaines difficultés émotionnelles ainsi qu'un suivi psychologique. Ces éléments ne sont cependant aucunement remis en cause dans cette décision (Voir farde « Documents », pièce 2).

Vous n'avez pas invoqué d'autres craintes à l'appui de votre demande de protection internationale (Voir E.P. du 27/11/2018, pp.1218). En conclusion, dans de telles conditions, il n'est pas permis d'accorder foi à vos déclarations et partant, à l'existence dans votre chef d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951. De l'ensemble de ce qui a été relevé supra, rien ne permet de conclure non plus, à un risque réel de subir des atteintes graves telles que définies dans la définition de la protection subsidiaire (art. 48/4 de la loi sur les étrangers du 15 décembre).

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.»

2. La requête

2.1. Dans sa requête introductive d'instance, la partie requérante confirme l'exposé des faits figurant dans la décision attaquée.

2.2. Elle prend un moyen unique, tiré de la violation :

« - de l'article 48/3, 48/5, 48/7 et 62 de la loi du 15.12.1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;
- de l'article 1 A (2) de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 concernant le statut des réfugiés, approuvée par la loi du 26.06.1953, de l'article 1 (2) du Protocole du 31.01.1967 concernant le statut des réfugiés, approuvée par la loi du 27.02.1967 ;
- de l'article 10 de la Directive 2013/32/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale ;
- des articles 2 et 3 de la loi du 29.07.1991 sur la motivation formelle des actes administratifs ;
- des principes généraux de bonne administration, notamment du principe de préparation avec soin d'une décision administrative, de l'absence, de l'erreur, de l'insuffisance ou de la contrariété dans les causes et/ou les motifs, de l'obligation de motivation matérielle. »

2.3. En conclusion, elle demande ce qui suit au Conseil :

« A titre principal :

- de réformer la décision attaquée et de reconnaître au requérant le statut de réfugié sur base de l'article 1er de la Convention de Genève conformément à l'article 39/2, §1er, 1° de la loi du 15 décembre 1980.

à titre subsidiaire :

- d'annuler la décision attaquée afin que des mesures d'instruction complémentaire soient réalisées par la partie adverse (voir supra).

à titre infiniment subsidiaire :

- d'accorder la protection subsidiaire au requérant sur base de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980. »

2.4. Elle joint à la requête les documents inventoriés comme suit :

- « 1. Copie de la décision attaquée ;
2. Désignation du bureau d'aide juridique ;

3. Articles de presse relatifs à différentes manifestations, émeutes et grèves survenues récemment à Conakry. »

3. Les éléments déposés par les parties dans le cadre de la procédure devant le Conseil

3.1. La partie requérante transmet par une télécopie du 22 mai 2019 une note complémentaire au Conseil, à laquelle elle joint un « rapport de traitement psychothérapeutique » du 13 mai 2019 signé par B.L., docteur en philosophie, « Professionnel de l'Approche NeuroCognitive et Comportementale », « Expert en Hypnose thérapeutique », « EMDR-Europe Practitioner ».

3.2. Ce nouvel élément est conforme aux conditions de l'article 39/76 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (dénommée ci-après : « la loi du 15 décembre 1980 »).

4. L'examen du recours

A. Thèses des parties

4.1. Ainsi qu'il ressort de la décision reprise *supra*, la partie défenderesse refuse de reconnaître la qualité de réfugié au requérant ou de lui octroyer le statut de protection subsidiaire en raison du caractère non-fondé de sa crainte, basé sur tout d'abord l'absence d'éléments établissant qu'il serait victime de violence interethnique en cas de retour dans son pays, ensuite le fait qu'au vu de la situation interethnique générale, l'article 48/7 de la loi du 15 décembre 1980 ne trouverait pas à s'appliquer, et enfin l'absence d'éléments permettant de considérer que le requérant éprouve une crainte impérieuse de retourner en Guinée au vu notamment de son comportement durant les deux années ayant précédé son départ.

4.2. La partie requérante est d'avis que la motivation de la décision attaquée n'est pas adéquate et base ses critiques sur les considérations suivantes :

4.2.1. En une première branche, elle s'attache à détailler le fondement de la crainte du requérant.

4.2.1.1. Elle rappelle ainsi tant son parcours, notamment le décès de son père, que les situations de tensions interethniques dans son pays.

4.2.1.2. Elle souligne qu'au vu de la fréquence desdites tensions, il n'est pas illogique que le requérant ne se souvienne pas des dates et lieux de chacun des événements dont il a entendu parler, et qu'il ne saurait donc légitimement le lui être reproché.

4.2.1.3. Elle réitère ses propos quant au sentiment d'insécurité dans lequel vivait le requérant à l'origine de sa décision de quitter son pays, et souligne qu'il ne conçoit ni de retourner vivre à [N.] au vu du traumatisme qu'il y a vécu, ni de s'installer à Conakry au vu du climat d'insécurité, illustré par l'épisode au cours duquel le taxi dans lequel il se trouvait a été la cible de projectiles, avant que lui-même ne soit blessé.

4.2.1.4. Elle explique que ce dernier événement, bien qu'ayant été déclencheur de son départ, n'est pas la cause première de celui-ci, ce qui explique pourquoi il n'en a pas été fait mention avant son entretien personnel dans les bureaux de la partie défenderesse.

4.2.1.5. Elle souligne encore que le requérant a été victime de tortures et traitements inhumains et dégradants au cours de son trajet migratoire, et qu'il a donc besoin d'un cadre de vie sain pour se reconstruire.

4.2.1.6. Elle soutient enfin qu'au vu de ses traumatismes passés, un retour dans son pays serait assimilable à une persécution, et qu'il y a donc lieu de lui reconnaître le statut de réfugié. Elle se réfère en ce sens à l'arrêt n°170 681 du 28 juin 2016 du Conseil de céans.

4.2.2. En une seconde branche, elle rappelle les termes de l'article 48/5, §3 de la loi du 15 décembre 1980, relatif à « l'alternative de fuite ou de réinstallation interne » et s'emploie à expliquer les raisons pour lesquelles les conditions de celle-ci ne sont pas rencontrées en l'espèce.

B. Appréciation du Conseil

4.3.1. Dans le cadre d'un recours en plein contentieux, le Conseil jouit, en vertu de l'article 39/2, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, d'une compétence de pleine juridiction, ce qui signifie qu'il « *soumet le litige dans son ensemble à un nouvel examen et qu'il se prononce, en tant que juge administratif, en dernière instance sur le fond du litige, ayant la compétence de réformer ou de confirmer les décisions du Commissaire général [...], quel que soit le motif sur lequel le Commissaire général [...] s'est appuyé pour parvenir à la décision contestée. [...]. Ainsi, le Conseil peut, soit confirmer sur les mêmes ou sur d'autres bases une décision prise par le Commissaire général [...] soit la réformer [...]* » (Projet de loi réformant le Conseil d'Etat et créant un Conseil du Contentieux des étrangers, Exposé des motifs, Doc. parl., Ch. repr., sess. ord. 2005-2006, n° 2479/001, p. 95).

4.3.2. S'agissant de la charge de la preuve, le Conseil souligne qu'en application de l'article 48/6, § 1^{er}, première phrase, et § 4, de la loi du 15 décembre 1980, lus notamment au regard de l'article 4, § 1^{er}, de la directive 2011/95/UE du 13 décembre 2011 du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection (refonte), s'il revient, au premier chef, au demandeur d'asile de fournir les informations nécessaires afin de permettre de procéder à l'examen de sa demande, l'autorité compétente, en l'occurrence le Commissaire général, a pour tâche d'examiner et d'évaluer les éléments pertinents de la demande en coopération avec le demandeur de protection internationale ; pour ce faire, il doit notamment tenir compte de toutes les informations pertinentes relatives au pays d'origine du demandeur, et ce conformément à l'article 48/6, § 5, a) à d), de la loi du 15 décembre 1980 (voy. dans le même sens l'arrêt rendu en assemblée générale, CCE, n° 195 227 du 20 novembre 2017).

4.3.3. Par ailleurs, l'obligation de motivation du Commissaire par délégation ne le contraint pas à démontrer l'existence d'éventuelles déclarations mensongères ou contradictoires, mais bien à exposer les raisons pour lesquelles le demandeur ne l'a pas convaincu qu'il craint avec raison d'être persécuté ou qu'il encourt un risque réel de subir des atteintes graves s'il était renvoyé dans son pays d'origine. Enfin, dans les cas où un doute existe sur la réalité de certains faits ou la sincérité du demandeur, l'énoncé de ce doute ne dispense pas de s'interroger *in fine* sur l'existence d'une crainte d'être persécuté ou d'un risque de subir des atteintes graves qui pourraient être établis à suffisance, nonobstant ce doute, par les éléments de la cause qui sont, par ailleurs, tenus pour certains.

4.3.4. L'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 dispose que « *Le statut de réfugié est accordé à l'étranger qui satisfait aux conditions prévues par l'article 1^{er} de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par le protocole de New York du 31 janvier 1967* ».

4.3.5. L'article 48/4 de la même loi quant à lui énonce que le « *statut de protection subsidiaire est accordé à l'étranger qui ne peut être considéré comme un réfugié et qui ne peut bénéficier de l'article 9ter, et à l'égard duquel il y a de sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans son pays d'origine (...), il encourrait un risque réel de subir des atteintes graves visées au § 2 [...]* ». Selon le paragraphe 2 de l'article 48/4 de la loi, « *sont considérés comme atteintes graves : a) la peine de mort ou l'exécution ; ou b) la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine ; ou c) les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international* ».

4.3.6. Enfin l'article 48/5, §3 stipule :

« *Il n'y a pas lieu d'accorder la protection internationale si, dans une partie du pays d'origine, le demandeur d'asile :*

- a) n'a pas de crainte fondée de persécution ou ne risque pas réellement de subir des atteintes graves, ou*
- b) a accès à une protection contre la persécution ou les atteintes graves au sens du § 2;*

et qu'il peut voyager en toute sécurité et légalité vers cette partie du pays, et obtenir l'autorisation d'y pénétrer et que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'il s'y établisse.

Lorsqu'il est examiné si un demandeur a une crainte fondée d'être persécuté ou risque réellement de subir des atteintes graves, ou s'il a accès à une protection contre les persécutions ou les atteintes graves dans une partie du pays d'origine conformément à l'alinéa 1er, il est tenu compte des conditions générales dans cette partie du pays et de la situation personnelle du demandeur d'asile. »

4.4. Tout d'abord, la motivation de la décision attaquée est suffisamment claire et intelligible pour permettre à la partie requérante de saisir pour quelles raisons sa demande a été rejetée. En constatant l'absence d'éléments indiquant qu'il risquerait d'être la cible de violence interethnique et en relevant que son comportement entre en contradiction avec la crainte impérieuse alléguée en son chef de retourner dans son pays, la partie défenderesse expose à suffisance les raisons pour lesquelles le requérant n'a pas établi qu'il craint avec raison d'être persécuté en cas de retour dans son pays d'origine. À cet égard, la décision entreprise est motivée à suffisance.

Le Conseil observe en l'espèce que la requête développe au cours de son argumentation tant des éléments relatifs à la protection subsidiaire – concernant les questions de sécurité à Conakry notamment – que d'autres relatifs à la question du statut de réfugié – en particulier liées au risque de conflit interethnique dont pourrait être victime le requérant.

4.5. Concernant tout d'abord la crainte du requérant d'être victime de violence interethnique à Conakry, le Conseil se rallie en tous points aux motifs de la décision attaquée – en ce compris concernant l'applicabilité de l'article 48/7 au cas d'espèce – et constate avec la partie défenderesse qu'aucun élément ne permet de conclure à un tel risque, en ce compris parmi la documentation produite par la partie requérante (voir dossier de procédure, pièce 1/3). Le Conseil retient notamment comme pertinent l'omission, antérieurement à son entretien personnel devant la partie défenderesse, de l'incident qu'il présente comme un « lynchage » à caractère ethnique à Conakry. En conséquence, le Conseil considère que ces faits ne sont pas établis.

Le Conseil conclut donc avec la partie défenderesse que le requérant n'établit pas qu'il a quitté son pays ou en reste éloigné par crainte au sens de l'article 1er, section A, paragraphe 2 de la Convention de Genève sur la base de ce motif de conflit interethnique.

4.6.1. La partie requérante soutient aussi dans sa requête que le retour du requérant en Guinée et la perspective d'y vivre au quotidien est totalement inenvisageable pour le requérant et s'assimilerait, vu son passé et le traumatisme qui en résulte, à une persécution. Elle estime qu'il existe dès lors en l'espèce des raisons impérieuses qui font obstacle à toute perspective raisonnable de retour dans son pays d'origine dans le chef du requérant – elle cite à cet égard l'arrêt n°170.681 du 28 juin 2016 – et qui justifient qu'une protection internationale lui soit octroyée.

4.6.2. Le Conseil observe que si les événements de 2013 (décès de son père dans le cadre de tensions inter-ethniques à Nzerekore) et les circonstances de son parcours migratoire (mauvais traitements en Libye) ne sont pas contestés de même que les problèmes psychologiques du requérant, le Conseil ne peut conclure en l'existence de raisons impérieuses faisant obstacle à toute perspective raisonnable de retour en Guinée. En effet, la référence à l'arrêt n°170.681 du 28 juin 2016 n'est pas pertinente dès lors que dans cette affaire le Conseil concluait à l'annulation dans le contexte de la perte d'un enfant en Belgique ayant ravivé un traumatisme ancien établi et nécessitant de se poser la question de savoir s'il n'existait pas, dans le chef de la requérante, des raisons impérieuses faisant obstacle à toute perspective raisonnable de retour dans son pays d'origine, question qui n'avait pas été instruite.

En l'espèce, le requérant, comme il résulte de deux rapports de suivi ou de traitement psychothérapeutiques est traité « *pour une problématique de symptôme de stress post-traumatique (PTSD)* » (v. dossier administratif, pièce 20/1 et dossier de la procédure, pièce n°6). Le Conseil observe que ces attestations rédigées par le même thérapeute exposent l'origine du suivi de manière différente : le rapport du 29 novembre 2018 mentionne un traitement « *suite à son périple depuis la Guinée jusqu'en Belgique, via la Lybie et la mer Méditerranée, entre 2015 et 2017* » alors que le rapport du 13 mai 2019, qui n'évoque qu'une séance supplémentaire, mentionne un traitement « *suite à son vécu en Guinée et son périple depuis la Guinée jusqu'en Belgique, via la Lybie et la mer Méditerranée, entre 2015 et 2017* ». La décision attaquée relevait déjà la portée (relative au parcours migratoire) du premier rapport. Or, le second rapport ne donne aucune explication – et la partie requérante n'en propose aucune elle-même – sur le changement opéré quant aux faits à l'origine du traitement.

Or, les faits liés au parcours migratoire du requérant sont considérés par ce dernier dans sa requête comme des faits qui n'ont en soi aucun lien avec la crainte du requérant en Guinée mais sont des événements qui ont renforcé le traumatisme du requérant et le rendent plus vulnérable et fragile. Enfin, le dernier rapport en date fait état d'une disparition des symptômes de ces traumatismes.

En conclusion, le Conseil ne peut conclure, sur la base des rapports précités, en l'existence de raisons impérieuses faisant obstacle à toute perspective raisonnable de retour en Guinée.

4.6.3. Concernant les conditions de sécurité dans la ville où séjournait le requérant, à l'égard de laquelle il convient donc au premier chef d'examiner le risque de persécution ou de subir des atteintes graves dont il fait mention, le Conseil constate qu'il ressort de manière manifeste de la documentation produite par la partie requérante (voir dossier de procédure, pièce 1/3) qu'il ne saurait être soutenu que tout civil y encourrait un risque d'atteinte grave en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international au sens de l'article 48/4, §2, c) de la loi du 15 décembre 1980 – les débordements et violences, bien que réelles, y demeurant particulièrement limités.

4.6.4. Ce constat posé, le Conseil observe qu'il ressort de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne qu'« [...] *il convient de préciser que plus le demandeur est éventuellement apte à démontrer qu'il est affecté spécifiquement en raison d'éléments propres à sa situation personnelle, moins sera élevé le degré de violence aveugle requis pour qu'il puisse bénéficier de la protection subsidiaire.* » (C.J.U.E., Elgafaji c. Staatssecretaris van Justitie, 17 février 2009, aff. C-465/07, §39).

Il ressort de cet examen que, à supposer même que les violences de type politique ou social dont fait état la même documentation soient assimilables à une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international au sens de l'article 48/4, §2, c), *quod non* en l'espèce, le requérant, en dépit de sa situation familiale malheureuse, est demeuré en défaut de procéder à la démonstration susmentionnée – ainsi qu'il découle de la décision attaquée (voir dossier administratif, doc.5, p.2).

4.6.5. Concernant l'épisode au cours duquel le taxi dans lequel se trouvait le requérant aurait été la cible de jets de pierres, le Conseil rappelle qu'il ne le tient pas pour établi. Il ne saurait en conséquence être considéré en fonction de cet événement que le requérant serait affecté spécifiquement en raison d'éléments propres à sa situation personnelle par les violences politiques sporadiques telles que celles documentées par la partie requérante à un point tel qu'il y aurait lieu de lui octroyer la protection subsidiaire en application de l'article 48/4, §2, c) de la loi du 15 décembre 1980.

4.7. Concernant les développements de la partie requérante relativement à l'applicabilité de l'article 48/5, § 3 au cas d'espèce, le Conseil rappelle que celui-ci s'intéresse aux situations dans lesquelles un demandeur, persécuté dans une région de son pays, est renvoyé à la possibilité de s'installer dans une autre région que celle de son lieu de résidence principale. En l'occurrence, d'une part le requérant a déménagé à Conakry en septembre 2013 – soit plus de deux ans avant son départ du pays, impliquant dès lors de considérer cette ville comme son lieu de résidence principal au cours de l'évaluation de sa situation - d'autre part ni une crainte de persécution, ni un risque réel d'atteintes graves ne sont établis en son chef. Les développements précités manquent donc en droit.

4.8. Concernant enfin la crainte impérieuse que ressentirait le requérant à l'idée de retourner et séjourner dans son pays, impliquant au vu de son profil qu'un retour serait assimilable à une persécution, le Conseil fait sien les motifs de la décision attaquée, et estime avec la partie défenderesse que la partie requérante demeure en défaut d'efficacité et concrètement étayer cet argument. Le Conseil observe en particulier que le requérant a séjourné plus de deux ans en Guinée à Conakry avant son départ, en vue notamment d'y terminer ses études (voir dossier administratif, pièce 6, p.6.).

4.9. Il résulte de tout ce qui précède que les motifs qui constatent le caractère non-fondé de la crainte du requérant sont établis. Le Conseil constate que ces motifs sont pertinents et suffisent à fonder une décision de refus du statut de réfugié. Il estime par conséquent qu'il n'y a pas lieu d'examiner plus avant les autres griefs de cette décision ni les arguments de la requête s'y rapportant, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire une autre conclusion.

En conclusion, le Conseil estime que le requérant n'établit pas qu'il a quitté son pays ou en reste éloigné par crainte au sens de l'article 1er, section A, paragraphe 2 de la Convention de Genève, ou qu'il existerait de sérieux motifs de croire qu'en cas de retour dans son pays d'origine, il encourrait un risque réel de subir des atteintes graves visées à l'article 48/4, §2, a) et b), de la loi du 15 décembre

1980, la partie requérante se référant sur ce point à son argumentation développée quant au statut de réfugié.

5. La demande d'annulation

La partie requérante sollicite l'annulation de la décision attaquée. Le Conseil ayant conclu à la confirmation de la décision attaquée, il n'y a plus lieu de statuer sur cette demande d'annulation.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La qualité de réfugié n'est pas reconnue à la partie requérante.

Article 2

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le dix-neuf août deux mille dix-neuf par :

M. G. de GUCHTENEERE, président f.f., juge au contentieux des étrangers

Mme M. BOURLART, greffier.

Le greffier, Le président,

M. BOURLART

G. de GUCHTENEERE